

Puiser des réserves de la Banque centrale, est-ce notre seule option ?



Les réserves de la Banque de Maurice font de nouveau débat. Depuis l'annonce par le ministre des Finances qu'elles seront mises à contribution pour relancer l'activité économique suivant ce second confinement, économistes et spécialistes financiers s'interrogent sur la pertinence de cette démarche.

Laëtitia MÉLIDOR

SECOND confinement, nouvelles pirouettes économiques à présager. Si ce reconfinement est moins dur à encaisser pour certaines entreprises qui se sont adaptées au télétravail, d'autres font face à un second coup de massue, nécessitant le soutien de l'État. Répondant à l'appel, le ministre des Finances a annoncé le 11 mars dernier le renouvellement des plans d'aide sous le Wage Assistance Scheme (WAS) et le Self-Employment Assistance Scheme (SEAS). En effet, le gouvernement contribuera à hauteur de deux semaines de salaires pour les employés du secteur privé. Les *self-employed* toucheront, eux, Rs 2 725. Pour ce qui est de la provenance de cet argent, le Grand argentier a clairement indiqué que des provisions avaient été faites dans le Budget 2020-21, et qu'il existe également les réserves de la Banque de Maurice en forex, qui se chiffrent actuellement à USD 7 milliards. Avoir recours aux réserves de la Banque centrale, pourquoi est-ce la première option qui surgit le plus souvent ? N'avons-nous pas d'autres recours possibles ? Nos experts donnent la réplique.

En attendant, quid de notre situation économique actuellement ? Dans les colonnes de *l'express* le 14 mars dernier, l'économiste Eric Ng annonçait la couleur : «*Je prévois que la croissance tournera autour de 2 %. Toutefois, une extension du confinement pourrait entraîner une croissance zéro.*» Avec une contraction économique de 15,2 % l'année dernière et considérant un faible taux de croissance pour 2021, les beaux jours ne semblent pas vouloir pointer le bout de leur nez. Toutefois, il nous faut apporter la nuance, ce second confinement n'empêchera pas de manière drastique notre situation économique déjà compliquée sachant que les entreprises se sont adaptées au télétravail pour certaines et que le tourisme n'avait de toute façon pas repris, les frontières étant toujours fermées.

L'économiste Kevin Teeroovengadum nous en dit plus. «*Il ne faut pas oublier que Moody's a réduit la note du pays de Baa1 à Baa2 avec une perspective négative avant même le second confinement, cela veut dire que*

l'avenir s'annonce peu encourageant, il y a un risque réel de 'downside'. Ces taux de croissance de 7,5 % ou de 9 % ou autre je n'y croyais pas à la base. Mais il faut placer en contexte que ce second confinement est moins dur que le premier sur l'économie, tout n'a pas juste cessé de fonctionner d'un seul coup. La plupart des compagnies opèrent toujours et nous continuons juste sur cette lancée de perspectives économiques négatives qui durent depuis une année.»

À cela, Marc-Alexandre Masnin, directeur des Investissements à AfrAsia apporte une autre perspective. Selon lui, le FMI anticipe une croissance de 9,9 % pour 2021, et si nous appliquons la saisonnalité de la croissance, le premier trimestre devrait baisser de 4,5 % par rapport au quatrième trimestre 2020, le gros de la croissance sera perceptible durant le quatrième trimestre. «*Maintenant, si on regarde le coût du dernier confinement, celui-ci était de*

moins de Rs 4 milliards par semaine. En enlevant les deux jours fériés et considérant cette semaine pleine, alors le coût pour les deux semaines devrait avoisiner quelques Rs 6 milliards, soit 1,4 point de la croissance prévue sur l'année 2021. Donc, on devrait pouvoir finir l'année avec une croissance de 8,5 %, ce qui est en somme deux fois supérieures à la croissance moyenne des 10 dernières années.»

Marc-Alexandre Masnin ajoute qu'il faut aussi relativiser le coût du premier confinement car l'économie n'est pas totalement à l'arrêt grâce aux procédures mises en place par de nombreuses entreprises concernant le télétravail et la distribution de produits alimentaires et non alimentaires. «*Si l'on compare les scénarios identiques à l'étranger et notamment en France qui a particulièrement été touchée et subit*

actuellement son troisième confinement, le coût par semaine a été deux fois moindre, ce qui signifierait que nous subirions une perte de richesse de 1,9 milliard par jour. Ce qui semble être une supposition assez raisonnable au vu de l'activité actuelle. Le secteur tertiaire qui est le plus flexible par rapport aux mesures de confinement représente 65 % du PIB. Dans ce cas, le coût de croissance serait de 'seulement' 0,7 point de croissance soit au final 9,2 %. Sans tenir compte du fait que ces 0,7 point de croissance de PIB perdu peuvent se rattraper d'ici la fin de l'année par une hausse des dépenses des ménages ou par des dépenses d'investissement ou des investissements directs.»

La question pertinente et prioritaire qui se pose à présent pour Kevin Teeroovengadum, est, sortirons-nous de ce confinement à la date initialement annoncée ou pas ? «*La vitesse d'exécution de la campagne de vaccination est aussi*

plutôt de comment redéfinir l'espace économique en conséquence. Si les entreprises apprennent à remodeler leur fonctionnement, le secteur public doit en faire de même.» Il serait grand temps selon lui, d'arrêter les gaspillages de fonds publics et d'optimiser nos ressources à la place.

En attendant, si la mise en place des stratégies prend du temps, d'autres options restent valables. Avant cela, il est à noter que ces réserves de USD 7 milliards de la BoM comprennent aussi les dettes accumulées sous forme de prêts d'Inde, de la Chine ou encore de la France, prêts qui devront être remboursés. «*Il ne faut pas oublier les interventions de la BoM sur le marché. En une année la Banque centrale a vendu environ USD 1,2 milliard, soit des transactions d'environ USD 25 millions chaque semaine. C'est un signe du manque de liquidité en devises étrangères sur le marché. Dans l'immédiat, il nous faut protéger cette réserves en devises, pourquoi ne pas arrêter l'importation de produits de luxe par exemple ou imposer une taxe sur ces produits ?*» Kevin Teeroovengadum ajoute qu'il ne faut pas non plus oublier les fonds de la Mauritius Investment Corporation (MIC), institution qui a obtenu environ USD 2 milliards, soit Rs 80 milliards de la Banque centrale, or, à ce jour Rs 17 milliards ont été approuvées pour être allouées à diverses sociétés, ce qui nous laisse une marge de Rs 63 milliards à être redistribuées si besoin est.

Pour Marc-Alexandre Masnin, une autre question à aborder est combien de temps durera cette crise et quelle incidence aura-t-elle sur l'emploi et les petites entreprises dans l'optique d'un prolongement du confinement. «*Dans le cas extrême, le confinement durerait 10 semaines (comme l'année dernière) et cela coûterait 3,5 points de croissance soit une croissance de seulement 6,5 % pour 2021. Pour le moment la politique monétaire doit rester accommodante pour pouvoir permettre au pays de repartir. Mais ce qui se produit dans le reste du monde s'appliquera aussi à Maurice, inflation, renouveau des taux, appréciation de la devise... en 2022 si tout va bien.*»

Certains affichent l'optimisme, et d'autres le sont moins, en tout cas une chose est sûre, le ministre des Finances a du pain sur la planche.

«Ce second confinement est moins dur que le premier sur l'économie, tout n'a pas juste cessé de fonctionner d'un seul coup.»

primordiale, car tant que ça n'avance pas, l'incertitude persistera. Au lieu d'un confinement pourquoi pas un système de couvre-feu comme en Afrique du Sud ?

Ce tableau dressé, quid de notre tendance à vite mettre les réserves de la BoM sur le tapis ? Pour l'économiste Rajeev Hasnah, s'il est bien beau de se sentir en confiance et confortable avec les réserves, il est temps pour nous d'apprendre à vivre avec ce virus et de s'adapter à cette nouvelle normalité dont on entend tant parler. «*Si de facto on comprend que ce virus est là pour rester et pour durer, on s'adaptera en conséquence et les prises de décisions macro-économiques seront aussi basées sur cette nouvelle normalité et on arrêtera enfin de parler de réserves de la BoM. Quand cette adaptation sera faite, on parlera*